

► CORRECTION DES EXERCICES SUR LES IMPOTS LOCAUX

EXERCICE 27.01

Répondre par vrai ou faux aux 12 affirmations suivantes:

1) Les impôts locaux sont tous établis à partir des déclarations déposées chaque année par les contribuables.

FAUX

Les contribuables n'ont pas à souscrire périodiquement des déclarations en vue de l'établissement des impôts locaux. Il n'y a que certaines situations (changement d'affectation du local, addition de construction, démolition,...) qui nécessitent la souscription d'une déclaration.

2) Pour l'ensemble des impôts locaux la prescription est abrégée puisque le délai général de reprise expire le 31 décembre de l'année suivant celle au titre de laquelle l'impôt est établi.

FAUX

Si pour la taxe d'habitation et les taxes foncières la prescription est effectivement abrégée elle expire à la fin de la troisième année suivant celle au cours de laquelle la taxe est devenue exigible pour la contribution économique territoriale.

3) Le propriétaire d'un logement qu'il occupe est passible de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe d'habitation.

VRAI

La taxe d'habitation est due par l'occupant du logement et la taxe foncière est à la charge du propriétaire du logement. De ce fait la personne qui occupe le logement dont elle est propriétaire est redevable des deux taxes pour ce logement.

4) La taxe d'habitation et la taxe foncière sont établies d'après la situation au 1^{er} janvier de l'année d'imposition sans tenir compte des éventuels changements d'occupants ou de propriétaires au cours de cette même année

VRAI

C'est le principe de l'annualité de ces deux impôts puisque l'imposition est toujours établie d'après la situation au 1^{er} janvier de l'année d'imposition

5) Pour couvrir ses frais d'intervention dans la collecte des impôts locaux, L'Etat majore le montant des taxes dues par des frais de gestion calculés en appliquant un taux de 4,4 à 9% sur la valeur locative imposable.

FAUX

Effectivement l'Etat majore le montant des taxes dues par des frais de gestion pour couvrir ses frais d'intervention mais les taux ne sont pas appliqués sur la valeur locative imposable mais l'impôt dû aux collectivités

6) La base imposable à la taxe foncière des propriétés bâties est égale à 50% de la valeur locative cadastrale actualisée et revalorisée.

VRAI

Cet abattement est destiné à prendre en considération des frais de gestion, d'assurances, d'amortissement, d'entretien et de réparation.

7) les personnes non imposables à l'impôt sur le revenu sont exonérées de taxe d'habitation.

FAUX

Le fait de ne pas être imposable à l'impôt sur le revenu permet de bénéficier d'une réduction du montant de la taxe d'habitation à payer mais il ne conduit systématiquement à une exonération de cette taxe.

8) les personnes exerçant une activité agricole sont exonérées de la contribution économique territoriale.

VRAI

Les agriculteurs sont expressément exonérés de la contribution économique territoriale.

9) La période de référence en matière de cotisation foncière des entreprises est égale à la-dernière année civile précédant celle de l'imposition ou le dernier exercice de douze mois clos au cours de cette même année lorsque cet exercice ne coïncide pas avec l'année civile.

FAUX

Pour la cotisation foncière des entreprises la période de référence il faut retenir l'avant-dernière année civile précédant celle de l'imposition (N - 2) ou le dernier exercice de douze mois clos au cours de cette même année lorsque cet exercice ne coïncide pas avec l'année civile.

10) Pour la cotisation foncière des entreprises il est tenu compte des immobilisations dont l'entreprise est propriétaire au dernier jour de la période de référence.

FAUX

Ce sont les immobilisations dont l'entreprise a, à sa disposition pour les besoins de son activité et ce à l'expiration de la période de référence. La qualité de propriétaire, de locataire ou d'utilisateur à titre gratuit est sans incidence pour la prise en compte du bien.

11) Seules les entreprises dont le chiffre d'affaires excède 500 000 € peuvent être soumises à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

VRAI

Effectivement il est prévu une imposition à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises dès lors que son chiffre d'affaires excède 152 500 €; cependant compte tenu des modalités de calcul des dégrèvements possibles, celles dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500 000 € échappent à toute imposition.

12) La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises se calcule en appliquant un pourcentage sur le résultat fiscal de l'entreprise.

FAUX

Le pourcentage s'applique non pas sur le résultat fiscal de l'entreprise mais sur l'excédent hors taxe de la production sur les consommations de biens et services en provenance de tiers.

EXERCICE 27.02

La contribution économique territoriale de la société CARTOPLAQUE se compose de deux taxes:

- La cotisation foncière des entreprises (CFE)
- La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)

Au titre de la CFE:

Il convient de retenir la valeur locative des biens passibles de taxe foncière dont la société CARTOPLAQUE a disposé au cours de la période de référence.

S'agissant de l'imposition au titre de l'année 2017, il faut se placer à la date du 31 décembre 2013.

Le fait qu'un bâtiment n'ait pas été réellement utilisé n'a pas d'incidence dès lors que la société CARTOPLAQUE en disposait librement.

Il convient de retenir les valeurs locatives suivantes:

Le terrain acquis en 1996 pour	6 212 €
Le bâtiment construit en 1996 pour	38 414 €
Le bâtiment annexe édifié en 2012 pour	28 709 €
Le hangar loué auprès d'un particulier depuis 2002 pour	7 801 €
Soit une valeur locative totale de	81 136 €

La CFE se calcule comme suit:

Base: 81 136 €

Taux global: 22,50%

Soit un montant de 18 256 €

Frais de gestion: 3% x 18 256 = 548 €

Soit un total de 18 804 €.

Au titre de la CVAE:

La société CARTOPLAQUE est soumise à la CVAE dès lors que son chiffre d'affaires est supérieur à 152 500 €.

La valeur ajoutée se calcule comme suit:

Produits:

Ventes:	4 267 525 €
---------	-------------

Charges:

Achats	1 352 949 €
Variation de stock	143 220 €
Charges externes sans les redevances de crédit bail	1 405 861 €
Total	2 902 030 €

Soit une valeur ajoutée de: $4\,267\,525 - 2\,902\,030 = 1\,365\,495$ €.

Cette valeur ajoutée n'est pas plafonnée dès lors qu'elle reste inférieure à 80% du chiffre d'affaires.

Le taux de la CVAE étant de 1,5% la cotisation théorique avant dégrèvement s'élève à:

$$1\,365\,495 \times 1,5\% = 20\,482 \text{ €}$$

Dégrèvement:

Le chiffre d'affaires de la société CARTOPLAQUE étant compris entre 3 et 10 millions d'euros le dégrèvement se calcul comme suit:

$$\text{Taux du dégrèvement: } 0,5\% + 0,9\%(4\,267\,525 - 3\,000\,000) / 7\,000\,000 = 0,66\%$$

$$\text{Montant du dégrèvement: } 1\,365\,495 \times 0,66\% = 9\,012 \text{ €}$$

$$\text{Soit une CVAE nette de: } 20\,482 - 9\,012 = 11\,470 \text{ €}$$

Il se montant il convient de rajouter les frais de gestion au taux de 1% sur le montant dû soit 115 € soit une cotisation totale de 11 585 €.